

profile!

REVUE DE PRESSE

AOÛT 2019

7 RETOMBÉES





01

Consigne de tri



Les industriels de la boisson favorables à la consigne



Les industriels de la boisson favorables à la consigne/istock.com-Prasongsin

Les industriels de la boisson se déclarent favorables à la consigne des canettes et bouteilles en plastique aux fins de recyclage. Les autorités publiques soutiennent largement cette initiative et prévoient d'adopter un projet de loi dans ce sens.

La consignation des canettes et des bouteilles en plastique améliorera le tri et le recyclage des déchets ménagers. Elle constitue également un atout important pour atteindre les objectifs de 30% d'intégration de matières recyclées et de 90% de collecte des bouteilles en plastique pour le recyclage. Zoom sur cette initiative louable.

Les promoteurs du système de consigne des bouteilles plastiques

La France envisage de suivre l'exemple des pays ayant atteint l'objectif de 90% de collecte grâce à l'adoption du système de consigne pour recyclage. Au Danemark, 90% bouteilles en plastique sont retournées contre 91% en Finlande et 97% en Allemagne. Cependant, plusieurs acteurs se sont engagés dans des discussions pour la réalisation de ce saut de performance. Parmi les promoteurs du recyclage du plastique figurent Boissons Rafraîchissantes de France (BRF), Boissons Énergisantes France (BEF), la Maison des Eaux Minérales Naturelles (MEMN), la Fédération Nationale des Boissons (FNB), la Fédération du Commerce et de la Distribution (FCD), la Confédération du Commerce de Gros et International (CGI), le Syndicat national du lait de consommation, l'Union Nationale Interprofessionnelle des Jus de Fruits, Citeo et enfin, le Syndicat des Eaux de Source (SES).

Un nouveau mode de tri à partir de 2025



[Visualiser l'article](#)

L'instauration de la consigne pour recyclage constitue une étape pour la généralisation de la collecte et du recyclage des biodéchets , l'harmonisation des couleurs des bacs au niveau national et la généralisation du tri séparé du papier et du carton à partir de 2025.

Toutefois, certaines fédérations professionnelles du recyclage ont exprimé des réserves concernant la consigne. La Fnade (Fédération des entreprises du recyclage et du traitement des déchets) se préoccupe du coût de l'opération. En revanche, la Federec envisage un nouveau système de tri simplifié et clarifié.

Bien que ce dispositif permette de collecter une quantité conséquente de déchets, il reste encore à déterminer si la consigne pour le réemploi et pour le recyclage s'appliquera uniquement aux emballages en plastiques ou aussi à ceux en verre.

L'équivalent de 5 T de déchets par personne est produit chaque année en France. Près de 700 kg sont issus des entreprises et 600 kg des déchets ménagers. Le reste vient du secteur de la construction. Jusqu'à présent, le traitement des déchets est largement supporté par les collectivités. Le projet de loi pour l'économie circulaire et contre le gaspillage présenté en conseil des ministres par la secrétaire d'État à la Transition écologique prévoit de mieux gérer les déchets à travers le système de consigne.

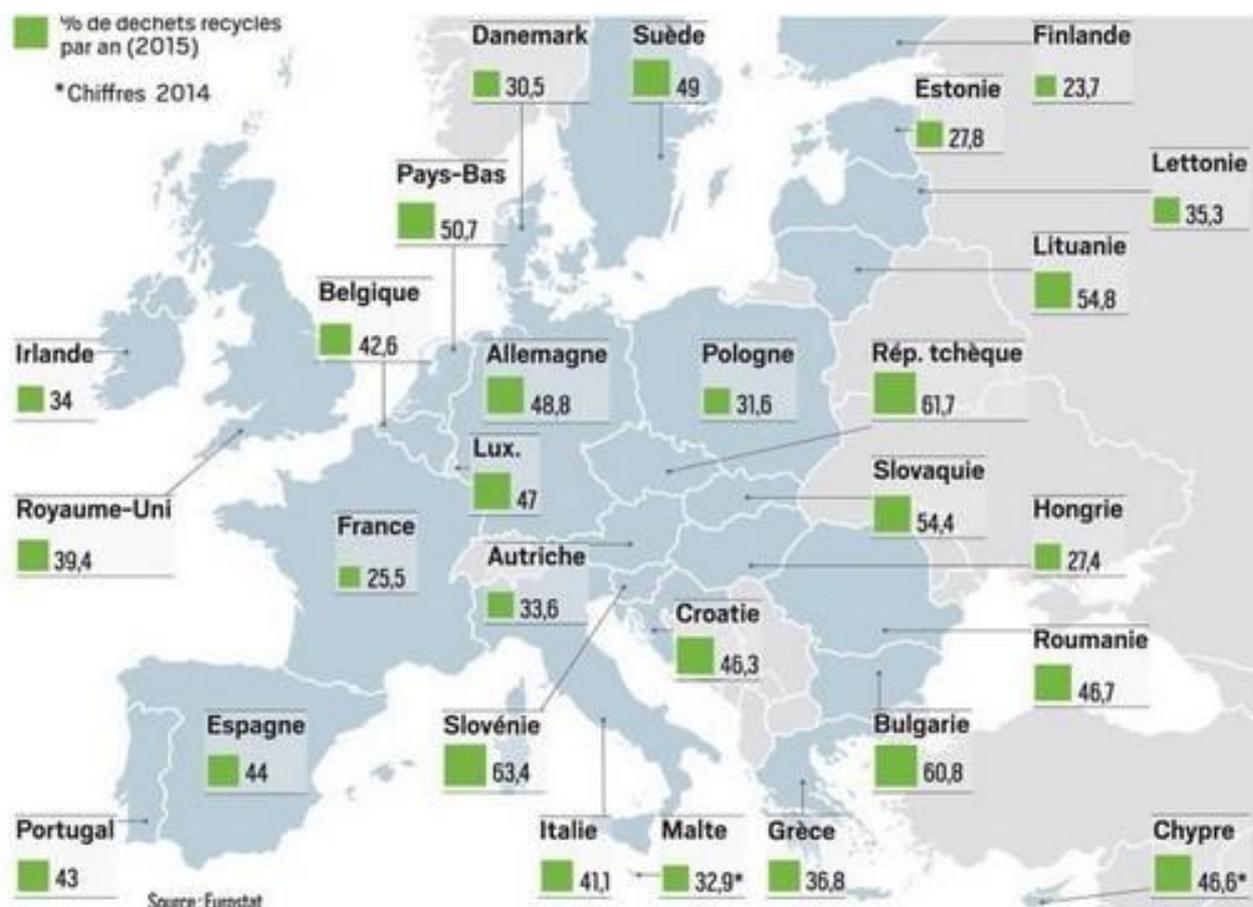


02

Déchets Asie du Sud-Est



déchets (jdd)



Le tri des déchets

Pourquoi la France exporte ses déchets en Asie

Confrontés à un amoncellement de déchets venus de pays occidentaux, des Etats d'Asie du Sud-Est renvoient tour à tour des conteneurs à l'expéditeur. Cette semaine, l'Indonésie en a acheminé deux vers la France. Mais pourquoi Paris et ses voisins expédient-ils leurs déchets à l'autre bout du monde?

Depuis quelques mois, les mêmes images se multiplient

E touffant sous les amoncellements de plastiques, des pays d'Asie du Sud-Est ne veulent plus recevoir autant de déchets exportés depuis les pays développés. Pour faire passer leur message, ils expédient des conteneurs chargés de déchets vers les Etats occidentaux. Retour à l'expéditeur. Après la Chine, la Malaisie ou encore les Philippines, l'Indonésie a récemment dit stop. Mardi dernier, l'archipel a annoncé le renvoi de cinq conteneurs vers Hong-Kong... et deux vers la France.



[Visualiser l'article](#)

Comment la bouteille d'eau triée par un usager français s'est-elle retrouvée à 16 000 kilomètres de l'Hexagone? Pour le comprendre, il faut remonter le circuit des déchets. Selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), la France a généré, en 2016, 4,6 tonnes de déchets par habitant. Ces derniers sont collectés et triés : 29% sont éliminés (incinérés ou enfouis par exemple), 6% sont utilisés pour produire de l'énergie, et 65% recyclés.

250 000 tonnes de plastique exportées par la France en 2017

Ce que l'on sait moins, c'est qu'une ramette de papier peut être recyclée à l'autre bout du monde. D'après Eurostat, en 2018, la France a exporté plus de 1,8 million de tonnes de déchets hors de l'Union européenne. Il ne s'agit pas d'ordures en vrac mais de matières premières recyclables, triées et homogènes.

Seconde précision : la majorité des déchets sont bien traités en France. Pour le plastique par exemple, 18% des matières plastiques recyclables ont été exportées hors de l'UE en 2017 selon la Fédération des entreprises du recyclage (Fédérec), soit 250 000 tonnes. «Seuls 4% environ des déchets plastiques voyagent », relativise Arnaud Brunet, directeur général du Bureau international du recyclage. Le reste est recyclé sur place, incinéré ou mis en décharge. Pour lui, « dire que l'Asie est la poubelle des Occidentaux est un raccourci. »

Le recyclage made in France n'est pas encore au point

Mais pourquoi exporter alors le reste? En fait, la France n'a pas encore le modèle économique pour recycler chaque déchet. Certains sont particulièrement coûteux et complexes à traiter. Les industriels préfèrent donc se tourner vers des matières premières vierges. «Aujourd'hui, produire une bouteille à partir de plastique recyclé coûte beaucoup plus cher qu'à partir de pétrole », regrette Roland Marion, délégué général de la Confédération des métiers de l'environnement (qui regroupe les professionnels du recyclage).

« Ce sont souvent des déchets de basse qualité, dont le recyclage demande beaucoup de main d'oeuvre et offre peu de valeur ajoutée », indique Thibault Turchet, responsable des affaires juridiques chez l'ONG Zero Waste France. Résultat, expédier ces plastiques mélangés ou câbles électriques vers des Etats d'Asie du Sud-Est, où le coût du travail est moindre, est beaucoup moins cher. « Et ces produits restent dans les statistiques du recyclage », complète le juriste.

Et puis surtout, ces pays en sont friands. C'est ce qu'explique l'avocate Evguenia Dereviankine, associée au cabinet UGGC, spécialiste notamment des litiges concernant les transferts internationaux de déchets : « La majeure partie des produits que nous consommons vient de Chine et d'Asie du Sud-est, y compris leurs emballages. Il était logique que les déchets de produits et d'emballages soient renvoyés dans ces pays. » Ils les transforment ensuite en matières premières pour réalimenter leur production.

Pour l'avocate, ces allers-retours en cargo sont logiques et même vertueux : « A l'aller, les bateaux sont chargés d'objets produits en Asie. Au retour, les déchets prenaient leur place, avec un coût de transport peu élevé. C'était une boucle parfaitement circulaire. »

Embouteillage de déchets après le retrait de la Chine

« C'était », car la machine s'est grippée. En janvier 2018, la Chine a fermé ses portes. Pour monter en gamme et parce qu'elle avait aussi ses propres déchets à gérer, elle a cessé ses importations de nombreux types de déchets de basse qualité. Le commerce s'est redéployé vers d'autres pays du continent : Thaïlande, Malaisie, Indonésie...



[Visualiser l'article](#)

Sauf que ces pays n'étaient pas prêts à englober cette énorme masse de plastique. » Ils n'ont pas suffisamment d'infrastructures et leurs usines ne sont pas capables de tout absorber malgré les constructions en cours. Il y a eu un engorgement, explique Evguenia Dereviankine. Beaucoup d'autorisations d'exploiter ont été délivrées simultanément sans que les autorités aient pu contrôler les conditions de fonctionnement réelles. Après vérifications, nombre d'installations ont été fermées. Leurs stocks 'orphelins' sont restés. »

Mafias du plastique et décharges à l'air libre

Mafias, décharges à l'air libre, pollution de l'air et des cours d'eau, maladies respiratoires... Des filières parallèles se développent. Dans un rapport paru en avril 2019, l'ONG GAIA (Global Alliance for Incinerator Alternatives) dépeint les conséquences de cet afflux soudain pour l'environnement et pour les petites mains qui trient les déchets. « Une partie des déchets exportés échoue dans la nature et ce qui n'est pas recyclé est brûlé », s'alarme Thibault Turchet. C'est pourquoi, tour à tour, ces pays asiatiques ont resserré la vis.

Il y a donc dans ces montagnes de débris des emballages ou barquettes venus de France. Leur part est marginale, assurent les professionnels du recyclage. Mais l'association Zero Waste est beaucoup plus dubitative. « C'est difficile d'évaluer quelle part de nos déchets est exportée via des filières légales et quelle part finit dans une filière parallèle », s'inquiète Thibault Turchet.

Paradoxalement, les professionnels du recyclage Roland Marion comme Arnaud Brunet y voient une chance : celle de développer le recyclage made in France. « A condition que les industriels jouent le jeu, en utilisant des matériaux recyclés », ajoute Arnaud Brunet. Pour Thibault Turchet, au contraire, « c'est un mirage ; ces actualités récentes nous montrent les limites économiques et techniques du recyclage. » La solution de Zero Waste : supprimer le problème à la source, en réduisant les déchets.



On vous explique pourquoi la France exporte ses déchets en Asie

Confrontés à un amoncellement de déchets venus de pays occidentaux, des Etats d'Asie du Sud-Est renvoient tour à tour des conteneurs à l'expéditeur. Cette semaine, l'Indonésie en a acheminé deux vers la France. Mais pourquoi Paris et ses voisins expédient-ils leurs déchets à l'autre bout du monde? Explications.



Un officier des douanes inspecte des containers de papiers que l'Indonésie a décidé de renvoyer vers l'Australie, le 9 juillet. (Reuters)

Depuis quelques mois, les mêmes images se multiplient : étouffant sous les amoncellements de plastiques, des pays d'Asie du Sud-Est ne veulent plus recevoir autant de déchets exportés depuis les pays développés. Pour faire passer leur message, ils expédient des conteneurs chargés de déchets vers les Etats occidentaux. Retour à l'envoyeur. Après la Chine, la Malaisie ou encore les Philippines, l'Indonésie a récemment dit stop. Mardi dernier, l'archipel a annoncé le renvoi de cinq conteneurs vers Hong-Kong... et deux vers la France.

Comment la bouteille d'eau triée par un usager français s'est-elle retrouvée à 16.000 kilomètres de l'Hexagone? Pour le comprendre, il faut remonter le circuit des déchets. Selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), la France a généré, en 2016, 4,6 tonnes de déchets par habitant. Ces derniers sont collectés et triés : 29% sont éliminés (incinérés ou enfouis par exemple), 6% sont utilisés pour produire de l'énergie, et 65% recyclés.

250.000 tonnes de plastique exportées par la France en 2017

Ce que l'on sait moins, c'est qu'une ramette de papier peut être recyclée à l'autre bout du monde. D'après Eurostat, en 2018, la France a exporté plus de 1,8 million de tonnes de déchets hors de l'Union européenne. Il ne s'agit pas d'ordures en vrac mais de matières premières recyclables, triées et homogènes.



Seconde précision : la majorité des déchets sont bien traités en France. Pour le plastique par exemple, 18% des matières plastiques recyclables ont été exportées hors de l'UE en 2017 selon la Fédération des entreprises du recyclage (Fédérec), soit 250.000 tonnes. "Seuls 4% environ des déchets plastiques voyagent", relativise Arnaud Brunet, directeur général du Bureau international du recyclage. Le reste est recyclé sur place, incinéré ou mis en décharge. Pour lui, "dire que l'Asie est la poubelle des Occidentaux est un raccourci."

Le recyclage made in France n'est pas encore au point

Mais pourquoi exporter alors le reste? En fait, la France n'a pas encore le modèle économique pour recycler chaque déchet. Certains sont particulièrement coûteux et complexes à traiter. Les industriels préfèrent donc se tourner vers des matières premières vierges. "Aujourd'hui, produire une bouteille à partir de plastique recyclé coûte beaucoup plus cher qu'à partir de pétrole", regrette Roland Marion, délégué général de la Confédération des métiers de l'environnement (qui regroupe les professionnels du recyclage).

"Ce sont souvent des déchets de basse qualité, dont le recyclage demande beaucoup de main d'oeuvre et offre peu de valeur ajoutée", indique Thibault Turchet, responsable des affaires juridiques chez l'ONG Zero Waste France. Résultat, expédier ces plastiques mélangés ou câbles électriques vers des Etats d'Asie du Sud-Est, où le coût du travail est moindre, est beaucoup moins cher. "Et ces produits restent dans les statistiques du recyclage", complète le juriste.

Et puis surtout, ces pays en sont friands. C'est ce qu'explique l'avocate Evguenia Dereviankine, associée au cabinet UGGC, spécialiste notamment des litiges concernant les transferts internationaux de déchets : "La majeure partie des produits que nous consommons vient de Chine et d'Asie du Sud-est, y compris leurs emballages. Il était logique que les déchets de produits et d'emballages soient renvoyés dans ces pays." Ils les transforment ensuite en matières premières pour réalimenter leur production.

Pour l'avocate, ces allers-retours en cargo sont logiques et même vertueux : "A l'aller, les bateaux sont chargés d'objets produits en Asie. Au retour, les déchets prenaient leur place, avec un coût de transport peu élevé. C'était une boucle parfaitement circulaire."

Embouteillage de déchets après le retrait de la Chine

"C'était", car la machine s'est grippée. En janvier 2018, la Chine a fermé ses portes. Pour monter en gamme et parce qu'elle avait aussi ses propres déchets à gérer, elle a cessé ses importations de nombreux types de déchets de basse qualité. Le commerce s'est redéployé vers d'autres pays du continent : Thaïlande, Malaisie, Indonésie...

Sauf que ces pays n'étaient pas prêts à englober cette énorme masse de plastique. "Ils n'ont pas suffisamment d'infrastructures et leurs usines ne sont pas capables de tout absorber malgré les constructions en cours. Il y a eu un engorgement, explique Evguenia Dereviankine. Beaucoup d'autorisations d'exploiter ont été délivrées simultanément sans que les autorités aient pu contrôler les conditions de fonctionnement réelles. Après vérifications, nombre d'installations ont été fermées. Leurs stocks 'orphelins' sont restés."

Mafias du plastique et décharges à l'air libre

Mafias, décharges à l'air libre, pollution de l'air et des cours d'eau, maladies respiratoires... Des filières parallèles se développent. Dans un rapport paru en avril 2019, l'ONG GAIA (Global Alliance for Incinerator Alternatives) dépeint les conséquences de cet afflux soudain pour l'environnement et pour les petites mains



[Visualiser l'article](#)

qui trient les déchets. "Une partie des déchets exportés échoue dans la nature et ce qui n'est pas recyclé est brûlé", s'alarme Thibault Turchet. C'est pourquoi, tour à tour, ces pays asiatiques ont resserré la vis.

Il y a donc dans ces montagnes de détritiques des emballages ou barquettes venus de France. Leur part est marginale, assurent les professionnels du recyclage. Mais l'association Zero Waste est beaucoup plus dubitative. "C'est difficile d'évaluer quelle part de nos déchets est exportée via des filières légales et quelle part finit dans une filière parallèle", s'inquiète Thibault Turchet.

Paradoxalement, les professionnels du recyclage Roland Marion comme Arnaud Brunet y voient une chance : celle de développer le recyclage made in France. "A condition que les industriels jouent le jeu, en utilisant des matériaux recyclés", ajoute Arnaud Brunet. Pour Thibault Turchet, au contraire, "c'est un mirage ; ces actualités récentes nous montrent les limites économiques et techniques du recyclage." La solution de Zero Waste : supprimer le problème à la source, en réduisant les déchets.

03

Élections / Nominations



TERRITOIRES

LES NOMINATIONS A BORDEAUX

LA TRIBUNE BORDEAUX



Ils changent de poste, ils arrivent d'ailleurs... Toutes les infos sur les nominations dans la région.

Houda Vernhet nouvelle sous-préfète d'Arcachon

19/08/19 - Houda Vernhet a été nommée le 9 août sous-préfète d'Arcachon, en Gironde. Elle remplacera François Beyries à compter du 26 août. Depuis octobre 2017, elle assurait les fonctions de sous-préfète chargée de la politique de la ville et de secrétaire adjointe de la préfecture de Seine-Maritime, après avoir été entre 2015 et 2017 secrétaire générale de la direction départementale des territoires des Yvelines.

Sandra Patron est la nouvelle directrice du CAPC



David de quitter l'administration régionale. Elle était directrice générale adjointe (DGA) du vaste pôle ressources, qui rassemble notamment la direction financière, le contrôle de gestion, les ressources humaines, la commande publique ou encore les systèmes d'information. Là encore, un recrutement est en cours.

Mutualité française Nouvelle-Aquitaine : Anne-Laure Chazeau prend la direction

04/09/18 - A 40 ans, Anne-Laure Chazeau devient directrice générale de la Mutualité française Nouvelle-Aquitaine après deux ans passés au poste de directrice de cabinet de Thierry Beaudet, le président de la Mutualité française. C'est en 2012 qu'elle a rejoint la Fédération nationale de la Mutualité française au poste de directrice adjointe puis de directrice des affaires publiques. Titulaire d'un DEA en droit communautaire de l'Université de Bordeaux IV Montesquieu, Anne-Laure Chazeau a notamment été directrice adjointe du cabinet de Jeannette Bougrab, la secrétaire d'Etat chargée de la jeunesse et de la vie associative au sein du gouvernement de François Fillon, de 2010 à 2012. La Mutualité française Nouvelle-Aquitaine fédère plus de 200 mutuelles santé dans la région où elle compte près de 3 millions de mutualistes.

Du changement à la communication de BNP Paribas Nouvelle-Aquitaine

03/09/18 - Ingrid Sauvin est nommée responsable communication régionale BNP Paribas Nouvelle-Aquitaine. Elle succède à Virginie Banuls qui rejoint les équipes du centre d'affaires de Bordeaux. Détentrice d'un Master en gestion de patrimoine, Ingrid Sauvin a occupé plusieurs postes au sein de la Banque privée BNP Paribas avec comme dernière mission, l'animation commerciale Banque privée de la Région Sud-Ouest aux côtés de Fabien Labasse, responsable régional.

Antoine Dubas rejoint Happy Capital

30/08/18 - Agé de 40 ans, ancien élève de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne et diplômé du Programme Grande école de HEC en finance d'entreprise, Antoine Dubas a rejoint la société bordelaise Happy Capital en tant que directeur du développement associé. Passé à des postes stratégiques par Capgemini, Groupe Casino, Groupe Bernard Magrez, il a participé en 2015 en tant que directeur des affaires financières adjoint à l'introduction en Bourse de l'entreprise bordelaise Immersion. En intégrant Happy Capital, il revient une plateforme de financement participatif sous forme d'actions créée en 2013 et aujourd'hui en plein développement, avec des collectes qui affichent toutes plus de 100 % de réussite depuis le début de l'année.

Diane Vidalies réélue présidente de Federec Nouvelle-Aquitaine

10/07/18 - Candidate à sa propre réélection, Diane Vidalies a été réélue à la présidence de Federec Nouvelle-Aquitaine, la Fédération des entreprises du recyclage. Cette industrie représente au national national 1.250 entreprises de recyclage, totalisant 8,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 26.750 emplois directs.



04

BTP



Le business florissant des plateformes de réemploi de matériaux de construction

©Cycle up

L'économie circulaire et collaborative vient bousculer les modèles économiques classiques. En la matière, la construction et ses déchets de chantier suscitent l'intérêt, notamment par leur importance : 100 millions de tonnes de déchets ont été collectés pour le recyclage en 2016 et leur origine première sont les chantiers du bâtiment, selon Federec BTP. Un chiffre qui devrait s'accroître puisque l'Union européenne a fixé l'objectif d'atteindre 70% de recyclage des déchets de construction et de déconstruction à l'horizon 2020.

Outre le recyclage, un autre marché grandit : celui de la seconde vie. En 2016, ce sont plus de 4,6 millions de biens du bâtiment qui ont été réemployés et réutilisés et plus de 47 millions dans les TP, selon un rapport de l'Ademe. Avec la digitalisation et le phénomène de plateformes, des acteurs se sont lancés dans la revente de ses matériaux, souvent encore de bonne qualité. Ils s'appellent Mineka, Backacia, Mabase ...

Economie circulaire dans des projets immobiliers



"J'étais choqué de voir des bennes de matériaux remplies avec des produits ayant encore des capacités techniques", raconte Sébastien Duprat, directeur général de Cycle Up, site fondé en mars 2018 dans le cadre d'un projet d'intraprenariat chez Egis qui détient désormais la société à 50% (l'autre moitié appartenant à Icade). Ici, ce sont des produits du bâtiment et de l'immobilier (dalles de plafond suspendus, sièges d'auditorium, luminaires de bureaux...) qui sont récupérés afin de développer dans le futur un vrai marché BtoB : "Nous espérons créer des partenariats afin d'accompagner des opérations immobilières en leur injectant de l'économie circulaire". Une ligne stratégique forte, mais qui n'est pas unique. Afin de se différencier dans cet univers de plus en plus concurrentiel, chacun adapte sa politique.



readymader.com ©

Chacun sa stratégie pour se différencier

La toute récente plateforme Readymader, créée par deux architectes fin décembre 2018, a choisi de se focaliser sur des matériaux à usage décoratifs et anciens : tomettes, carreaux de ciment... visant ainsi le marché de l'architecture et de la décoration : "Nous ne vendons pas d'ampoules, nous nous orientons sur des produits esthétiques", nous confie Franck Strazzulla, opérateur de croissance. Erreurs de commandes, chutes de chantier, fin de stock d'artisans, mais aussi matériaux issus des chantiers de déconstruction avec du cachet... Les possibilités sont nombreuses pour Readymader, qui cherche encore des fonds, et à structurer son offre. Car l'objectif est bien de vivre en tant qu'entreprise. "Nous ajustons encore notre fonctionnement, mais nous aimerions glisser vers une logique de type Vinted – une sorte de dépôt-vente en ligne, où nous nous chargerions de sourcer les produits et vérifier les normes", indique Franck Strazzulla.



pourra être fiable que si nous massifions les opérations", précise Sébastien Duprat. Quid de la suite pour cette plateforme ? Démocratiser la solution, s'étendre à des pays comme la Belgique ou le Luxembourg font partie des prochaines étapes, tout comme le travail sur une application Bim intégrant l'activité circulaire. Chez Readymader, on vise moins de volume et plus de qualité, notamment en s'appuyant sur un réseau dans les milieux du cinéma et de la mode afin d'élargir et d'affiner le catalogue. Mais ce n'est pas tout, logistique, entrepôt, livraison, récupération des produits... sont autant de leviers d'ajustement sur lesquels les plateformes travaillent, et essaient de trouver une pratique viable.

Une philosophie tournée vers une nouvelle économie

Si ces activités restent un business ou chacun tente de trouver sa place, la volonté de participer à un nouveau mode de consommation fait aussi partie du défi. *"Nous devons embarquer tout le monde, y compris les grands groupes : ramener cette économie dans un cadre formel avec des assurances de matériaux, etc."*, ambitionne Sébastien Duprat. Et Franck Strazzulla de chez Readymader de compléter : *"C'est une manière de resserrer le cycle de vie d'un matériau"*. Car les avantages de la pratique sont là : pour le vendeur, le gain de la vente mais aussi la réduction des coûts d'évacuation des déchets ; et pour les acheteurs, des prix cassés, une rapidité de livraison et une diversité de produits. *"Si les bénéfices à courts termes sont visibles, à moyens et longs termes, on peut imaginer des profits pour un territoire avec l'émergence d'entreprises sociales, la création d'une filière de réemploi, mais aussi des relocalisations de sociétés"*, analyse Sébastien Duprat. Mais avant cela, il faudra encore lever des freins techniques, juridiques, et sanitaires.



05

Marché du recyclage



Les 6 gestes simples contre le réchauffement climatique



Quelques gestes simples peuvent participer à la lutte contre le réchauffement climatique.[LIONEL BONAVENTURE / AFP]

Afin de lutter contre le réchauffement climatique, les grandes nations organisent des sommets, signent des accords, et investissent des millions d'euros.

Mais chacun, à son échelle, peut apporter sa petite pierre à l'édifice pour tenter de préserver notre planète, notamment en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, qui sont responsables d'un réchauffement climatique aux conséquences alarmantes.

Faire le tri

Certes, trois poubelles différentes occupent l'espace, et mettre les bouteilles de verre au conteneur après une soirée arrosée prend du temps. Ce sont pourtant des gestes très simples à l'impact non négligeable.

via GIPHY

En France, le recyclage des déchets **permet d'éviter l'équivalent de 5 % des émissions nationales annuelles de CO2**. Ça n'a l'air de rien, et pourtant, cela représente l'ensemble du transport aérien de

[Visualiser l'article](#)

l'Hexagone, et 20 % des émissions automobiles, selon Jean-Philippe Carpentier, président de Federec, un groupe d'industriels.

Le traitement des déchets permet également de produire des matières premières recyclées, évitant ainsi d'avoir à les extraire. Une transformation qui fait économiser 124 térawattheures, soit **l'équivalent de la production de 18 réacteurs nucléaires**. Ce qui revient à 80 % de la consommation électrique des foyers français.

Economiser l'électricité

Plusieurs petits gestes très simples permettent d'économiser l'électricité. Si l'énergie en elle-même n'est pas néfaste, les effets de sa production sont, eux, très dommageables. D'une part, l'électricité issue du nucléaire (77 % de la production totale d'énergie française) produit des déchets radioactifs, nocifs tant pour l'Homme que pour l'environnement. D'autre part, les centrales thermiques, à gaz ou à charbon génèrent des émissions de gaz à effet de serre.

Pour tenter de peser sur cette lourde industrie, il suffit de changer quelques petites habitudes à domicile.

D'abord, en **remplaçant ses ampoules classiques par des « basse consommation »**. Les lampes à LED sont la meilleure solution puisqu'elles consomment peu, durent longtemps, et éclairent bien. Elles ont un coût financier relativement important mais qui peut être amorti si elles sont garanties pour au moins 20 000 heures. Dans la même veine, et encore plus simple, **en éteignant les lumières après avoir quitté une pièce**. Certes l'éclairage n'est pas le principal pôle de consommation d'électricité au domicile (seulement 2 %, selon EDF, 5 % selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie). Mais autant faire tout ce qui est possible. Surtout quand c'est aussi simple qu'appuyer sur un interrupteur.

via GIPHY

Le chauffage représente, selon des chiffres d'EDF, **62 % de la consommation d'énergie d'un foyer**. Le baisser de quelques degrés permet donc rapidement de faire des économies. Quelques gestes simples permettent de maintenir la chaleur, comme fermer les volets, poser du double vitrage, remplacer les joints s'ils sont mauvais...

Réduire la température des lave-linge et des lave-vaisselle permet également d'utiliser moins d'électricité, particulièrement lorsque les programmes sont plus courts.

Une mauvaise habitude peut facilement disparaître : celle de laisser les chargeurs brancher sans rien au bout, ou pendant la nuit. Le transformateur, qui se trouve sur la prise, **continue de consommer de l'électricité inutilement même lorsque l'appareil est entièrement chargé**, et qu'il n'y a rien au bout du fil. Les débrancher ne prend qu'une seconde.

Modifier son alimentation

Quelques nouvelles habitudes alimentaires permettent de réduire **l'émanation de CO2, la déforestation et la consommation d'eau**. À commencer par la diminution - voire même la suppression totale - de la consommation de viande. Car l'élevage de bêtes est responsable de 14,5 % des émissions de gaz à effet de

[Visualiser l'article](#)

serre, selon un rapport de l'ONU, notamment en raison de la déforestation. Les arbres emprisonnent le CO2. Et lorsqu'ils sont abattus, le carbone est libéré sous forme de gaz à effet de serre.

Les terres récupérées sur la forêt amazonienne étant pour plus de 90 % utilisées pour le bétail – soit pour paître, soit pour y produire ce qui le nourrira - cela représente un impact certain sur les émissions de CO2.

La viande nécessite aussi une très grande quantité d'eau (bien plus que la culture de céréales). Réduire sa consommation de viande, et donc la production, permet ainsi d'éviter tous ces désagréments.

Outre la viande, une mauvaise consommation de fruits et légumes peut également nuire à l'environnement. Il faut **privilégier les produits de saison et locaux**. Le problème des fraises en plein hiver, c'est qu'il faut les faire venir – et parfois de loin - puisqu'elles ne peuvent pas pousser en France. Un voyage qui entraîne une forte émission de gaz à effet de serre, et qui demande également beaucoup d'énergie. Un peu de patience, elles finiront par faire leur apparition dans nos serres, il suffit d'attendre quelques semaines.

Privilégier les douches

Même si le lien de cause à effet est beaucoup moins visible, une forte consommation d'eau entraîne, elle-aussi, des émanations de CO2, notamment parce que **le traitement des eaux usées est très gourmand en énergie**. L'autre impact sur l'environnement, c'est, évidemment, que l'eau des nappes phréatiques n'est pas inépuisable. Or, elle est nécessaire pour la faune et la flore.

Bien sûr l'agriculture est le principal pôle de consommation d'eau (48 % de l'ensemble nationale, selon le centre d'information sur l'eau) et les ménages ne représentent que 24 % de l'eau utilisée. Mais là encore, si l'impact est bien moindre, il n'empêche tout de même pas d'agir.

En France en moyenne, **un habitant consomme 145 litres d'eau par jour**, dont 40 % uniquement pour l'hygiène. Il suffit donc de quelques gestes simples pour faire des économies, comme prendre des douches à la place des bains, mais aussi couper l'eau le temps de se savonner, de se laver les dents...

Prendre les transports en commun

Pollution de l'air, émission de CO2, consommation d'énergie... les transports sont responsables de nombreux maux. En France, ils représentent **27 % des émissions de gaz à effet de serre**, et en sont donc la principale cause, selon le ministère de la transition écologique et solidaire.

Bien sûr, il n'est pas toujours facile de prendre le bus dans un village qui n'est pas desservi. Mais si la voiture ne peut être remplacée ni par les transports en commun, ni par le vélo, le covoiturage permet de réaliser des économies.

Et si cette solution est elle-aussi inenvisageable, il est possible de se rattraper pendant les vacances. Prendre le train plutôt que l'avion, permet non seulement d'éviter la forte consommation de kérosène, mais aussi la condensation qui se forme après le passage de l'engin et augmente la formation des nuages, qui eux-mêmes engendrent le réchauffement de la surface de la Terre.

Eviter ce qui est jetable

Les habitudes de consommation actuelles produisent un nombre incroyablement élevé de déchets. **354 kg par personne** selon l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie). Or, ces ordures sont pour la plupart incinérées (30 %) ou stockées en décharge (36 %). Entre les fumées dégagées, le transport

[Visualiser l'article](#)

pour les récupérer et l'énergie pour les transformer, tous nos déchets produisent énormément de gaz à effet de serre.

Mais il est possible de les réduire, notamment en bannissant, petit à petit, **tout ce qui est jetable**. Dans la cuisine, les rouleaux de papier essuie-tout peuvent être remplacés par des éponges et des torchons. Le Silicone alimentaire, non jetable et qui se lave entre chaque utilisation, prend la place du film étirable. Les amoureux du vintage s'enthousiasmeront du retour du mouchoir en tissu, au lieu des mouchoirs en papier à utilisation unique.

Pour les courses, **les sacs en toiles non-jetables** remplacent le plastique et le **libre-service** dans des sacs en papier peut se substituer aux très nombreux emballages.

Au bureau, le verre ou la tasse évitent l'utilisation unique des nombreux gobelets en plastique.

06

**Journée Technique
Nationale**



L'agenda du green business



LE RENDEZ-VOUS SOLAIRE DE LA RENTRÉE

Coloqne organisé par :

Jeudi 12 et vendredi 13 septembre 2019 à l'Espace Saint-Martin

199 bis, rue Saint-Martin - 75003 Paris

2^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ de l'autoconsommation PHOTOVOLTAÏQUE

Août

26

Université d'été des transitions 2019, des indicateurs aux indices , Fondation des Transitions, Bordeaux

29

Petit-déjeuner Synapses La mobilité décarbonée , Ecosys Group, Paris



TBB. The Business Booster by InnoEnergy

Humanising the energy transition

Vos opportunités d'innovation dans l'énergie durable !

#TBB2019

Septembre

4

6e édition des Universités d'été smart building for smart cities (UESB4SC) , Bruxelles (Belgique)

5

12e Forum Mondial Convergences 2019 , Paris
WindEurope Workshop Eolis 2019, *end-of-life issues and strategies seminar* , Leuven (Belgique)

9

36th European Photovoltaic Solar Energy Conference and Exhibition EU PVSEC 2019 , Marseille
Solargis user workshop Europe , Marseille

11

Salon Husum Wind 2019, side event Corporate PPA's et énergie éolienne , Office franco-allemand pour la transition énergétique, Husum (Allemagne)

12

2e Université d'été de l'autoconsommation photovoltaïque , Enerplan, Paris

8e Congrès international du bâtiment durable , Alliance HQE-GBC et Novabuild, Angers (Maine-et-Loire)

16

Semaine européenne de la mobilité 2019



[Visualiser l'article](#)

- 17 Université d'été du génie urbain 2019 – Rues de demain , École des ingénieurs de la ville de Paris – IFSTTAR, Paris
Ener-Rev webinar What is the potential of French offshore wind?
- 19 Le rendez-vous du transport et de la logistique éco-responsable , Eco CO2, Paris
3ème journée technique nationale Federec , Paris
- 20 Rencontres internationales de la mobilité durable , Le cinquième élément, Saint-Tropez (Var)
- 24 Congrès du gaz 2019 Le gaz dans la cité , AFG, Paris
- 25 Journée technique solaires thermiques , Ademe, Sophia Antipolis (Alpes-Maritimes)
Conférence Le stockage comme vecteur de flexibilité pour la transition énergétique , & Soirée politique La production de batteries en France et en Allemagne : une industrie clé pour l'économie ? , Office franco-allemand pour la transition énergétique, Berlin (Allemagne)



Octobre

- 1 Les rencontres durables , Lyon
- 2 15e Assises des déchets , Nantes
Salon Smart City + Smart Grid , Paris
RE-Source 2019 European platform for corporate renewable energy sourcing , SolarPower Europe – Wind Europe, Amsterdam (Pays-Bas)
- 3 **TBB.2019 – The Business Booster by InnoEnergy , Paris**
Économie circulaire : vers des produits durables et réparables , Halte à l'obsolescence programmée (HOP), Paris
- 9 8:30 Le réveil digital d'Engie – Smart & the city , Paris
C40 World Mayors Summit , Copenhague (Danemark)
- 10 5ème édition Bpifrance Inno Génération , Paris
- 15 États généraux de la chaleur solaire 2019 , Enerplan, Lille
- 16 Salon Autonomy 2019 , Paris
10e Colloque national éolien , Paris
Les rendez-vous Carnot 2019 , Paris
33ème Congrès national Amorce , Strasbourg
- 18 Belgian Solar Day , Bruxelles (Belgique)

[Visualiser l'article](#)

- 22 **Rencontres franco espagnoles du véhicule électrique / autonome / connecté / partagé , Business France – AEDIVE, Madrid (Espagne)**
- 23 Forum Photovoltaïque , Solaire Sans Frontières, Lyon
5th Congrès espagnol du véhicule électrique , AEDIVE, Madrid (ESpagne)
- 24 6e édition Forum Energy Time , Paris
Forum franco-allemand de l'énergie : La sécurité d'approvisionnement dans un contexte européen , Office franco-allemand pour la transition énergétique, Berlin (Allemagne)
- Novembre**
- 5 Salon Batimat side event : La rénovation énergétique des bâtiments en France et en Allemagne , Office franco-allemand pour la transition énergétique, Paris
Journées du stockage d'énergies et du Power To Gas , ATEE, Paris
- 12 European Utility Week 2019 , Paris
- 15 Le financement de projets éoliens en France et en Allemagne – cadre juridique, enjeux et perspectives , Office franco-allemand pour la transition énergétique, Paris
- 20 2e Conférence National EnR Entreprises – Consommation énergétique des entreprises : l'opportunité des énergies renouvelables, Paris
- 26 **3èmes Rencontres Internationales de la transition énergétique, Business France – GreenUnivers, Paris**
Wind Europe Offshore 2019 , Copenhague (Danemark)
Breizh Transition , Quimper (Finistère)
- 27 **Décembre**
- 3 Semaine de la chaleur renouvelable 2019
- 5 10e Colloque UFE – Power the future, quand l'industrie électrique nous propulse vers l'avenir !, Paris
- 10 Assises nationales des énergies renouvelables citoyennes , Ademe, Montpellier (Hérault)
- 11 Forum EnerGaïa , Montpellier
- Janvier 2020**
- 29 **Salon Biogaz Europe , Nantes**